

Séance ordinaire du lundi 11 décembre 2023

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Emploi et création d'entreprises

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Clare HART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE.

Absents / Excusés :

Jean-Dominique DELAVEAU, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI

Modalités d'engagement dans l'expérimentation Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée (TZCLD) pour le territoire Hauts de Massane/La Valsière - Coprésidence du Comité Local pour l'Emploi (CLE) - Dépôt d'une candidature conjointe aux côtés de la Ville de Grabels - Approbation

Monsieur Mustapha LAOUKIRI, Adjoint au Maire, rapporte :

L'expérimentation Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée (TZCLD – lois n° 2016-231 du 29 février 2016 et n° 2020-1577 du 14 décembre 2020) permet aux territoires de mettre en place un modèle économique innovant, visant à résorber le chômage de longue durée en créant des emplois utiles, non concurrents de l'existant, financés en partie par un fonds d'expérimentation national créé par la loi.

Par délibération n°V2021-166 en date du 14 juin 2021, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé l'adhésion de la Ville de Montpellier à l'association nationale « *Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée* », marquant ainsi tout l'intérêt de la collectivité à la démarche expérimentale contre le chômage de longue durée, et manifestant concrètement la volonté de devenir territoire d'expérimentation. Il s'agit d'un projet essentiel pour l'accompagnement des personnes privées durablement d'emploi, en complément et en cohérence avec les autres actions déjà mises en œuvre en faveur de l'emploi et de l'insertion. L'ambition de l'exécutif municipal est bien de créer une dynamique favorable en étroite collaboration avec les partenaires institutionnels, économiques et associatifs et bien évidemment au plus près des habitants.

Les quartiers des Hauts de Massane (Montpellier) et de La Valsière (Grabels) ont été identifiés comme le territoire pertinent pour mettre œuvre cette démarche, compte tenu de leurs indicateurs socio-économiques dégradés et d'une forte attente des habitants à bénéficier de commerces et de services manquants.

Le Comité Local pour l'Emploi (CLE) est l'instance de gouvernance prévue par la loi d'expérimentation, laquelle est coprésidée par les collectivités territoriales porteuses de la candidature, à savoir ici les mairies de Montpellier et de Grabels. Cette instance a la responsabilité du déploiement de l'expérimentation, en synergie avec les dynamiques préexistantes sur le territoire, garantit le respect des principes fondateurs de la démarche et assure l'évaluation des impacts. Le CLE pourra s'appuyer sur une « équipe projet » constituée d'un chef de projet au sein du service Emploi et Transformation Responsable à Montpellier Méditerranée Métropole (1 ETP), d'une coordinatrice des parcours à la Mairie de Grabels (0,8 ETP) et d'une coordinatrice des parcours au sein du Pôle des Solidarités de la Mairie de Montpellier (1 ETP).

La dynamique engagée depuis deux ans rencontre une forte adhésion des acteurs du territoire. Les partenaires institutionnels, les habitants, les acteurs associatifs et économiques du quartier se sont engagés dans la co-construction de la candidature et participent au Comité Local pour l'Emploi.

Le projet « *Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée* » s'inscrit donc en complémentarité et en cohérence avec l'ensemble des projets conduits dans ce territoire. De plus, il est fondé sur une approche globale des besoins de sa population, dans les domaines :

- Du développement économique avec la création de commerces et de services attendus des habitants et par la création d'une activité de conciergerie soutenant les entreprises et la qualité de l'emploi dans le secteur ;
- Du lien social avec la création de nouveaux lieux de rencontres complémentaires des centres sociaux et des espaces de vie sociaux existants et de services au domicile des personnes les plus précaires ;
- De la transition écologique avec le développement d'activités de réemploi dans des filières spécifiques (réparation de vélos, collecte de bouteilles consignées, plateforme de matériaux de chantier) et au sein d'une future recyclerie construite à Grabels ;
- De l'engagement citoyen et du développement du pouvoir d'agir des habitants grâce à la mobilisation des personnes privées durablement d'emploi à construire leur emploi et les activités qui seront proposées par les Entreprises à But d'Emploi (EBE).

Les activités et les emplois créés seront portés et organisés par une (ou des) Entreprise(s) à But d'Emploi. Une structure, existante ou créée *ad hoc*, sera conventionnée EBE et aura la responsabilité d'embaucher en CDI de droit commun, au salaire minimum de croissance (SMIC), toutes les personnes privées d'emploi dont l'éligibilité aura été déterminée par le Comité Local pour l'Emploi. Le modèle économique de ces entreprises repose environ aux $\frac{3}{4}$ sur la réorientation des dépenses publiques réalisée par le fonds d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée (ETCLD), et pour $\frac{1}{4}$ sur des prestations répondant à des besoins locaux, sociaux ou environnementaux, non pourvus jusqu'ici et hors du champ concurrentiel. Elles relèvent soit de services qui ne sont pas accessibles à certaines personnes en situation de précarité économique en raison de leur prix sur le marché (ex : petits travaux de réparation à domicile) ou de services utiles aux particuliers ou aux entreprises mais sans modèle suffisamment rentable (ex : conciergerie, recyclerie). Ces activités nouvelles sont imaginées à partir des compétences des personnes aujourd'hui privées d'emploi et des besoins du territoire. La création d'une, ou plusieurs EBE, doit permettre la création de 170 emplois supplémentaires dans le territoire Hauts de Massane/La Valsière. L'objectif est une ouverture d'une première EBE au second semestre 2024, après le dépôt du dossier de candidature en décembre 2023 et son instruction par le Fonds ETCLD.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la co-présidence de la Ville de Montpellier aux côtés de la Ville de Grabels, au sein du Comité Local pour l'Emploi ;
- De participer à l'ingénierie et contribuer à la pérennité de l'équipe projet ;
- D'autoriser le dépôt du dossier de candidature « *TZCLD Montpellier-Grabels* » sur la plateforme du Fonds national d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée (ETCLD), selon les objectifs d'emplois et d'activités définis par le Comité Local pour l'Emploi ;
- De s'engager à étudier tout soutien en ingénierie, financier ou comme donneur d'ordre aux opérateurs conventionnés Entreprises à But d'Emploi par le Fonds ETCLD ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 22 décembre 2023

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23 décembre 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20231211-254498-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 22/12/23
Réception en Préfecture : 22/12/23

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.